

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 30 F (300 FB)  
6 mois : 15 F (150 FB)  
pli fermé : 44 F et 23 F  
« programme communiste »  
1 an : 32 F (320 FB)

13<sup>e</sup> ANNEE — N° 218  
LE NUMERO : 1,50 FF  
15 FB - 1 FS  
du 17 au 30 avril 1976

## Il n'y a rien à attendre de la reprise ni d'un futur gouvernement de gauche, mais tout de la lutte prolétarienne

Rien ne pourrait mieux que les événements présents verser du vinaigre sur le miel de l'économie politique bourgeoise, cette discipline moralisante dont les prouesses théoriques consistent à expliquer aux prolétaires que leur salut est dans l'extension de la production capitaliste puisque sa contraction provoque la misère.

En effet, la reprise où l'on devait retrouver l'espoir d'une vie moins chiche élargit au lieu de les refermer les plaies ouvertes par la crise : l'investissement s'accompagne de la réduction de l'emploi et de l'augmentation des cadences, l'accroissement de la production d'une diminution de la consommation.

La politique contractuelle a pour but de prévenir et de contenir la lutte des classes en répartissant savamment les miettes de manière à éteindre les foyers d'incendie, de paralyser la force de la classe potentiellement subversive en opposant ses membres les uns aux autres et en altérant la finalité du système nerveux de ses organisations par son intégration à la machine de l'Etat. Mais que peut-elle, cette politique contractuelle, si son efficacité tient pour une bonne part à la masse des miettes distribuées au moment où la marge de manœuvre de la bourgeoisie se réduit considérablement ?

« Il y a bien longtemps que nous ne nous étions pas trouvés dans une situation aussi bloquée. C'est encore pire que ce que nous avons connu durant l'été 1967 », dit Séguy dans une interview à l'Unité du 9/15-4-76 : « mises à part quelques exceptions dues à d'âpres luttes, nous nous heurtons partout à un mur ». C'est pourquoi lorsque les directions confédérales « se félicitent » dans leur déclaration commune du 5-4 du « développement des luttes » et « appellent l'ensemble des travailleurs à les poursuivre, à les intensifier », des prolétaires portés à l'optimisme pourraient s'imaginer que l'opportunisme va changer de méthode, que l'heure est venue pour une action directe, une utilisation de la force collective, une politique moins préoccupée de la bonne marche de l'entreprise ou du service public, une politique méprisante enfin les intérêts des économies nationales concurrentes qui poussent au naufrage économique général et à la misère relative et absolue.

La réalité est bien sûr toute différente : « Nous assistons aujourd'hui à une accumulation de mécontentements profonds, sourds, poursuit Séguy. Ce phénomène peut donner lieu, à plus ou moins brève échéance, à un conflit social de grande envergure dont on peut déjà mesurer, s'il éclatait, la dimension politique. Nous ne poursuivons pas le but d'en arriver là, mais cela peut survenir, indépendamment de notre volonté, comme conséquence de ce blocage général des affaires sociales. Cela n'implique pas évidemment qu'il faille spéculer sur une grande explosion pour aboutir à une discussion plus propice à la satisfaction des revendications. Au contraire, il faut poursuivre la lutte, exercer la pression maximum, et, simultanément, harceler le gouvernement et le patronat de propositions de négociations ».

Comme on voit la « lutte » reste dans le cadre de la politique contractuelle. Pauvre patronat, harcelé, persécuté de propositions ! Quant à la lutte véritable, celle qui donne à la classe ouvrière la force d'imposer un recul à la classe adverse, la lutte qui prend précisément la forme d'un conflit ouvert, elle ne peut évidemment se produire que « indépendamment » —

et même contre — la « volonté » de ces messieurs. Les ouvriers en font l'expérience dès qu'ils veulent faire de la grève autre chose qu'une protestation courtoise et un appel inoffensif à l'opinion publique et lui donner le caractère d'une authentique arme de combat.

\*

La politique de l'opportunisme syndical est ainsi expliquée aux prolétaires : nous avons en face de nous un patronat qui ne veut rien céder par la négociation et un gouvernement qui l'appuie. Eh bien, préparons-nous à hisser « au pouvoir » un gouvernement qui dans les discussions tripartites fera pencher la balance en faveur des revendications ouvrières ! Et les grandes décisions qui sont sorties de la rencontre interconfédérale du 5 avril sont riches de signification : d'une part revendication du SMIC portée à 2.000 F, soit 35 % d'augmentation et, d'autre part, préparation d'un 1<sup>er</sup> mai sous le signe de l'anniversaire du Front populaire qui donna à la classe ouvrière des « acquis essentiels ».

Dans l'immédiat, la déclaration commune a été jugée par la bourgeoisie à sa juste valeur : « de la même façon que la CGT et la CFDT sont prudentes au niveau des modalités de l'action, elles restent circonspectes dans leurs mots d'ordre », constatent les Echos du 6-4.

On ne risque évidemment pas d'effrayer la bourgeoisie avec la revendication du retour aux 40 heures ou celle, purement démagogique, de la « défense et de la garantie d'un emploi pour tous ». Quant à l'augmentation des salaires, la seule qui puisse avoir un réel attrait (en plus de la retraite à 60 ans), aucune lutte d'envergure n'est prévue pour l'obtenir. Elle est donc liée clairement à la perspective d'un gouvernement de gauche qui « permettrait d'éviter la lutte » comme l'affirme quotidiennement l'opportunisme.

Que cette augmentation de salaires ne soit qu'un appât, c'est une chose qui apparaît clairement quand on entend Mitterrand expliquer à France-Inter le 9-4 que « la gauche ne promet pas le paradis » et qu'avec elle les travailleurs « seront prêts à accepter un grand projet pour la France et pour eux-mêmes », qu'ils « seront moins impatients sachant que des équipes nouvelles transformeront les structures de la société pour une France de justice ». Autant dire que la gauche bourgeoise compte clairement sur l'opportunisme pour éviter la colère ouvrière grâce à une distribution de miettes qui sera récupérée d'autant plus vite par l'inflation et le rythme de travail exigé sur la base d'un horaire très peu diminué que la volonté de lutte immédiate de la classe ouvrière sera amoindrie par les promesses d'un avenir meilleur. Mais que peut bien

### DANS CE NUMERO :

- But final du mouvement communiste et rapports entre Parti, Etat, syndicats et conseils d'usine au cours de la dictature prolétarienne (1).
- Au Moyen-Orient, l'incendie permanent.
- Pour la défense des travailleurs « hors statut » !
- Vive la grève des ouvriers de MATISA !
- Interventions du Parti : grève à la General Motors (Strasbourg) ; solidarité de classe avec les travailleurs antillais, guyanais et réunionnais !

être cet avenir puisque Mitterrand lui-même dit qu'il ne doit pas impliquer « un changement radical de société », tandis que le PCF cache cet aveu en expliquant que pour la première fois, avec le programme commun, un « pont est jeté entre capitalisme et socialisme » ! C'est encore Mitterrand qui explique qu'il est « partisan d'une harmonie entre partenaires sociaux et, en premier lieu, entre entrepreneurs et travailleurs » et que son « objectif, c'est de créer une société où il n'y ait plus de luttes de classe ».

Cette perspective est, bien entendu, diamétralement opposée à celle

Suite page 2

## Au Moyen-Orient, l'incendie permanent

Dans l'atmosphère surchauffée du Moyen-Orient, la moindre étincelle fait repartir l'incendie. Deux mois après le cessez-le-feu imposé par la Syrie aux deux camps du Liban, l'éclatement de l'armée projetée de nouveau dans la rue les milices et les corps d'armée opposés, démontrant que les castes chrétiennes n'hésitent devant aucun moyen pour conserver le moindre privilège, obligeant même les chefs de la gauche, ultra-moderés et liés aux castes musulmanes, à fixer comme objectif aux combats la laïcisation complète de l'Etat.

De plus, cet incendie coïncide cette fois avec la montée de la colère palestinienne contre Israël. En Galilée c'est la première fois depuis 1948 que le mouvement prend une telle ampleur, avec la grève générale de la population arabe protestant contre la poursuite des expropriations de terre au profit de colons juifs. Le PC israélien, qui a appelé au mouvement, a dû s'attacher partout à calmer les esprits, tandis que l'armée israélienne a réagi avec une violence barbare et l'intimidation terroris-

te (il y a eu au moins 7 morts). Pendant ce temps en Cisjordanie occupée, la population arabe s'est solidarisée des manifestations de Galilée en même temps qu'elle proteste contre les persécutions subies par les leaders proches de l'OLP, au moment précis où Israël prépare des élections municipales destinées à donner la preuve de l'attachement des populations aux idéaux du colonisateur...

Si au sud du Litani, c'est le sionisme qui se charge de rétablir l'ordre, c'est au nord la tâche du progressisme musulman incarné par Damas, qui n'a pas hésité à priver de munitions et de nourriture les camps palestiniens, arrière des milices de gauche au Liban. Même K. Joublatt a dû dénoncer la trahison syrienne qui oblige la gauche à cesser le feu au moment où les phalanges et les unités de l'armée passées dans le camp chrétien perdaient du terrain, et la condamne à revenir dans les impasses constitutionnelles.

L'influence de Damas est telle qu'Ararat en personne a fait pression sur Joublatt et le lieutenant

urbaine », dans ses aspects les plus violents et les plus sanglants comme dans ses aspects moins voyants, mais aussi durs et implacables, de répression du moindre signe de réveil de la lutte de classe. Elle est le signe de ce rétablissement de l'« ordre » et de la « discipline » dans l'usine que n'a pas cessé de réclamer pendant tout ce temps la grande bourgeoisie manufacturière (et, dans le domaine qui est de sa « compétence », la grande bourgeoisie agrarienne). Tout cela est déjà inscrit dans les faits et les bons patriotes pourront tout reprocher aux chefs des trois forces armées sauf d'avoir perdu du temps. « Tout est calme », disent les journaux : pour eux si le sang ne coule pas immédiatement, il n'y a pas de violence !

\*

Par-delà la confirmation de l'osmose entre la démocratie et disons, en gros, le fascisme, les événements d'Argentine confirment aussi le rôle de la force organisée, et en particulier de l'armée, dans les pays qui, comme en Afrique ou dans certaines aires d'Amérique latine précisément (par exemple au Pérou, sous l'habit trompeur de l'armée « progressiste ») souffrent d'une arriération chronique ou qui, comme en Argentine, au Brésil ou ailleurs ne sont pas arriérés d'une

Suite page 2

## Argentine

### Du régime constitutionnel au régime militaire (et vice versa)

Dans un article paru dans le numéro 212 du Prolétaire (Argentine : Une démocratie aux reins solides), nous avons montré que l'opposition démocratie parlementaire-régime militaire, légalité-golpe était démentie non seulement par la théorie mais aussi par le fait que, conformément à une longue tradition courante dans toute l'Amérique latine, c'est l'armée qui a remis en selle le péronisme en lui confiant la tâche d'instaurer « l'ordre et le développement » et que, par conséquent, le soutien populaire et même ouvrier apporté à la démocratie était le prélude à un renforcement de la répression organisée, dirigée en premier lieu contre la classe laborieuse et menée soit par le « pouvoir légal » et son bras armé soit directement par ce dernier si le pouvoir devait montrer son incapacité à répondre aux exigences de la « nation » et de son « progrès ».

Les faits se sont chargés de montrer qu'après le passage du régime militaire au régime démocratique en habit « justicialiste » on est revenu tout aussi facilement au régime militaire : deux mois à peine se sont écoulés et l'armée vient de faire tomber le château de cartes péroniste qu'elle avait construit elle-même et, en prononçant la dissolution des groupes et des partis d'« extrême gauche », en mettant en prison les militants ouvriers, en rendant la grève illégale, en suspendant même son laquais stupide — le parti « communiste » — elle s'appête à compléter l'œuvre déjà commencée par la terreur légale et « illégale » sous le régime péroniste pour restaurer « les valeurs essentielles servant de fondement pour la direction intégrale de l'Etat, sous le signe de la moralité, de la capacité et de l'efficacité qui sont les éléments indispensables pour reconstruire l'image et le contenu de la nation » et (ce qui est une façon d'annoncer par avance la répétition future du même jeu en sens inverse) « assurer ultérieurement l'instauration d'une démocratie républicaine, représentative et fédérale adaptée à la réalité et aux exigences de progrès du peuple argentin ».

Il est clair que cette annonce marque un durcissement et une généralisation de l'« antiguerrilla

## Au Moyen-Orient, l'incendie permanent

Khatib, chef de l'Armée du Liban Arabe, d'abord pour éviter le renversement de Frangié par la force puis pour conclure un cessez-le-feu. Mais cette pression n'était efficace que si était réalisé un front uni palestinien. Aussi Ararat a-t-il cherché à convaincre non seulement Hawatmeh mais aussi Habache, qui, sitôt réconcilié avec le chef du Fath a vu la Saïka pro-syrienne se lancer à l'assaut de ses combattants, ce qui prouve encore une fois que la manœuvre est d'autant plus aisée que l'on a la force et que l'on peut prendre les oppositions remuantes au piège des principes communs.

C'est ainsi que se prépare l'arrivée du deus ex machina américain préparée malgré elles par toutes les parties en présence.

Ararat rappelle bien que les massacres de Jordanie eurent lieu en présence d'un envoyé américain, mais la condamnation — purement platonique, il est vrai — des « actes illégaux » de l'administration israélienne en Cisjordanie vient se

Suite page 2

# Il n'y a rien à attendre d'un gouvernement de gauche

Suite de la page 1

du communisme pour qui l'émancipation se fait à travers le développement de la lutte des classes poussée jusqu'à la dictature du prolétariat, dictature qui permettra d'abord de briser la résistance politique des classes dominantes dont le principal appui, l'Etat, aura été détruit par l'insurrection victorieuse, et ensuite de briser les rapports devenus trop étroits pour une production devenue sociale et mondiale, et d'éliminer les bases de l'existence des classes sociales.

\*

D'un point de vue immédiat, l'utopie réformiste se traduit par des attitudes qui peuvent sembler contradictoires.

D'un côté, l'opportunisme fait croire à la masse encore prostrée par la succession brutale de la crise et des tourbillons productifs, encore retenue par les effets du réformisme social, une masse dont la tradition classiste a été rompue, que l'on peut se défendre sans lutter. Il est aidé en cela par la puissance de suggestion du Front populaire, une puissance encore formidable étant donné l'amnésie collective d'une classe brisée dans ses ressorts par la guerre et le passage de son parti à l'ennemi.

L'opportunisme peut mentir sur le fait que les « acquis économiques et sociaux » de 1936 ont été non pas concédés par le capitalisme sous les coups d'un gouvernement de gauche, mais arrachés par le plus puissant mouvement gréviste jamais encore connu dans le pays ; il peut se permettre de ne pas

dire que ces concessions ont été aussitôt reprises grâce à la capitulation inévitable des partis de gauche et fausement ouvriers devant les exigences de la préparation de la guerre impérialiste, sous prétexte de défense de la patrie et du socialisme russe, en continuité parfaite avec le passage à la défense de la démocratie et avec la politique menée dès le début par le Front populaire.

De l'autre côté, l'opportunisme peut encore jouer sur l'amnésie collective pour expliquer aux prolétaires combattifs que loin de mettre la lutte des classes aux vestiaires, un gouvernement de gauche appellera à la pression la plus forte pour l'aider à faire céder le capital.

Ce faisant, l'opportunisme cache toute l'expérience historique, y compris celle du Front populaire, qui montre que dans les Etats du capitalisme sénile et impérialiste, ce n'est pas le gouvernement qui gouverne, mais bien plus les syndicats du capital financier et l'état-major à leur botte, et qu'un gouvernement, même de gauche, est tout juste un ministère vis-à-vis de ce véritable gouvernement. En d'autres termes, la machine des Etats impérialistes est devenue telle que les gouvernements qui unifient leur fonctionnement doivent, s'ils ne veulent pas être organiquement éliminés, répondre aux finalités de la machine d'un Etat dirigé contre la lutte prolétarienne. Quant aux partis ouvriers, ils ne sont pas différents des autres partis de ce point de vue. Mais ils ont une fonction propre : celle de réaliser une intégration plus complète des bureau-

craties ouvrières à l'appareil de l'Etat tout en donnant l'illusion à la classe ouvrière d'une participation à la direction de l'Etat, où ils jouent en réalité un rôle purement « décoratif », ce qui les destine à être renvoyés à leur place, dès qu'ils sont devenus inutiles au gouvernement pour remplir leur fonction. Le Portugal, dont les esprits se sont détournés depuis la reprise en main de novembre dernier, est la dernière confirmation de cette loi historique.

Et pour en revenir au Front populaire qu'on se prépare aujourd'hui à commémorer, l'opportunisme cache que son attitude vis-à-vis de la grève qu'il dut subir comme un fait accompli fut de la désarmer et d'en atténuer la portée, avant que la police ne soit lancée contre ceux qui n'avaient pas compris qu'il « faut savoir arrêter une grève ». Aussi ceux qui aujourd'hui prétendent faire accepter un gouvernement de gauche en le combinant avec la lutte prolétarienne seront demain conduits à expliquer aux prolétaires que, comme ils ont « un gouvernement à eux », il ne s'agit pas de le gêner par des mouvements intempestifs.

D'ailleurs Mitterrand le dit déjà sans fard : « il faut aussi que la gauche comprenne qu'elle ne peut installer dans le pays un état de crise permanente ». Elle l'a compris, soyons-en sûrs, mais pour la classe ouvrière, c'est un autre problème.

\*

C'est d'ailleurs seulement si la gauche peut garantir son efficacité sociale avec le minimum de risque politique — sans parler des multi-

ples conditions nationales et internationales — que la bourgeoisie peut l'appeler au gouvernement.

Cette efficacité, elle doit la prouver dès aujourd'hui dans la conduite du mouvement social : c'est là que réside la clé de la politique syndicale présente dont les raisons dépassent largement les simples soucis électoraux.

Une des constantes de l'attitude syndicale qui correspond aux niveaux des luttes actuelles, c'est l'appel platonique à une « lutte » vidée évidemment de tout contenu réel, appel lié à la revendication de méthodes qui rendent cette lutte impossible tout en permettant, si elles sont suivies pour l'essentiel, de généraliser le contrôle opportuniste sur la classe et de préparer par conséquent les conditions d'une expérience de gauche la plus indolore.

Une de ces méthodes, c'est la liaison de la grève à l'assentiment préalable de la quasi-unanimité statistique, ce qui revient à s'appuyer sur les grandes masses de la « majorité silencieuse » que l'on tente d'opposer aux ouvriers combattifs par tous les moyens, cependant qu'on fait la chasse à ces derniers dans les organisations syndicales (comme l'ont démontré les événements consécutifs à la répression de l'antimilitarisme, et comme le confirme la préparation du congrès de la CFDT) et qu'on les livre ouvertement aux soins d'une police qui se renforce sous couleur de lutte contre le banditisme.

Une deuxième méthode est la liaison faite entre la grève et l'accord de toutes les bureaucraties syndicales ; comme le rappelle Maire

dans l'interview commune avec Ségu qui a suivi la déclaration conjointe du 5-4 : « l'action doit être la plus large possible, y compris avec des organisations qui ont pu signer des accords au rabais récemment ». La manœuvre consiste à jouer sur le désir d'unité de la classe pour faire passer pour une victoire des ouvriers l'unité des bureaucraties syndicales sur des bases dont on cache les principes collaborationnistes, unité qui sera de nouveau comme en 1936 offerte en gage de l'efficacité antiprolétarienne d'un gouvernement de gauche.

Face à ce véritable front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme, une seule voie : lutte à outrance, action de classe ouverte pour répondre aux besoins de la défense élémentaire des conditions de vie et de lutte des larges couches ouvrières, sans respect pour les besoins de l'économie nationale et les appels à la raison de ses larbins, lutte au cours de laquelle les communistes combattent en vue de la constitution d'un front de classe prolétarienne. Une telle lutte, en liaison avec une vigoureuse propagande communiste d'opposition à tout gouvernement sur la base de l'Etat bourgeois, est un moyen indispensable pour démontrer l'opposition inconciliable entre la méthode opportuniste, celle de la trahison des intérêts immédiats et historiques de la classe ouvrière et la méthode communiste, en faisant pénétrer les principes du marxisme dans l'avant-garde ouvrière et en transformant la lutte immédiate en un terrain de préparation révolutionnaire.

## Moyen-Orient

Suite de la page 1

mer le trouble parmi les forces palestiniennes tandis que Paris et Moscou peuvent faire miroiter le mini-Etat palestinien.

Seul Washington peut garantir aux Arabes de brider Israël. Seul lui, qui voit dans Damas la seule force capable de maintenir l'ordre au Liban tout en influençant politiquement les éléments remuants, peut garantir à Tel-Aviv de contenir Damas... avec une promesse massive de dollars ? (Entends-tu, Brejnev ?), sans parler du fait que maintenant Washington est investi de l'autorité morale du Caire.

Quant à la gauche libanaise, elle commence à s'habituer à l'idée d'une médiation américaine avec laquelle elle pense se protéger contre les tracasseries syriennes et les envois massifs de troupes « déguisées » ou non, plutôt que de faire appel pour y résister aux masses en révolte et aux forces les plus radicales des Palestiniens...

Dans les révolutions qui ne se font qu'à moitié, les souffrances que doivent endurer les masses plébiennes sont immenses et terribles : ces luttes se prolongent sans solution, appelant une quantité d'arbitres qui cachent sous leur manteau de justicier le gros bâton de l'ordre et de l'oppression renforcé.

Il dépend pour une bonne part des prolétaires des grands pays impérialistes de les aider en reprenant la lutte des classes ouverte et en frappant ainsi l'ennemi le plus puissant auquel s'affrontent les masses pauvres de ces pays, le même qui règne en maître ici, l'impérialisme.

## Du régime constitutionnel au régime militaire

Suite de la page 1

façon absolue mais doivent s'efforcer de combler le retard permanent qui est le leur sur le marché mondial et dans le « concert » des nations capitalistes. C'est là encore un autre démenti cinglant infligé à l'idéologie bourgeoise internationale : en quelque cent ans ou moins, ces pays doivent faire, sous une forme concentrée, le même parcours que les pays capitalistes naissants, qui ont eu besoin, Angleterre et France en tête, non seulement de la violence révolutionnaire en général mais aussi de son encadrement militaire, de sa centralisation dictatoriala (tantôt sous le signe du progressisme tantôt sous celui de la conservation), de ses interventions despotiques dans l'économie, de son terrorisme politique et social, bref de tout ce que la bourgeoisie réuse aujourd'hui sur le plan théorique et que le parti du prolétariat revendique au contraire pour accomplir sa tâche révolutionnaire. Et ce chemin ils doivent le parcourir au sein d'un système économique mondial qui leur fait subir la pression écrasante de l'impérialisme (dialectiquement accélérateur et frein de ce processus) alors qu'ils connaissent déjà (par exemple en Asie et en Amérique latine) le poids du pesant facteur négatif que constituent leurs structures foncières.

C'est pour cette raison que l'ère de la décolonisation a été en même temps celle des généraux, des colonels et des sergents et que, d'autre part, l'Amérique latine bourgeoise répète à intervalles réguliers ce jeu permanent du passage de la force et de la violence potentielle à la force et à la violence actualisée et vice versa, non seulement avec l'accord mais avec la participation active dans les deux cas des « militaires ». « Ordre et développement » clament Videla, Massera et Agosti et, par leurs bouches, parlent les exigences objectives et matérielles de l'accumulation capitaliste qui eut besoin de l'ordre dans la société et dans la fabrique comme condition de sa propre conservation et de son propre développement et qui instaura l'ordre et obtint le développement autant avec la violence dictatoriala en économie et en politique qu'avec la non-violence apparente du « consensus démocratique » en politique et en écono-

mie. Le fait que, dans ce processus, ce soit essentiellement la violence ouverte qui occupe le devant de la scène et que soit chaque fois éphémère et transitoire le règne de la violence « cachée » (et qui, en fait, n'est pas si cachée que ça) ne dépend pas de « particularités » et de « tares » individuelles ou collectives, « nationales » ou « ethniques ». Cela dépend de ces facteurs matériels d'arriération ou de « retard » dont nous parlons plus haut, combinés avec l'inexorable pression « fascisante » de l'époque impérialiste et rendus encore plus aigus et impérieux par la crise qui frappe tout le monde bourgeois. De même ne dépend-il pas de causes accidentelles ou personnelles que la force organisée de l'armée joue avec ses personnages galonnés successivement les deux rôles — le rôle « progressiste » et libéral et le rôle conservateur et policier — ou qu'elle s'en réserve un et délègue l'autre aux civils. De même ne dépend-il pas de vertus particulières ou de vices particuliers des traine-sabres de service que l'expérience de l'ordre et de l'efficacité (la « moralité », elle, s'en sort toujours) connaisse le succès ou soit un échec.

\*

Les premiers à être conscients de cette détermination objective, et donc du caractère interchangeable des rôles « civil » et « militaire » sous le signe d'une constante policière et parafasciste, ce sont les laquais opportunistes de la classe dominante. L'Unità du 27 mars, après avoir relevé que le PC argentin (comme tous les partis « constitutionnels ») a été suspendu mais non pas supprimé et que, à part quelques perquisitions, ses permanences « n'ont pas été touchées », publie un document du parti frère dans lequel on lit — frottez-vous les yeux, prolétaires ! — que « LE GOLPE N'A PAS ETE LA MEILLEURE (!!!) FAÇON DE RESOUDRE LA PROFONDE CRISE POLITIQUE, SOCIALE ET MORALE » mais, face à la « NOUVELLE REALITE », on reconnaît que « LE PROGRAMME DES MILITAIRES SE PROPOSE QUELQUES OBJECTIFS QUE LE PC PARTAGE ». Aussi celui-ci propose-t-il comme solution à la crise profonde que connaît le pays « L'UNION DES FORCES QUI VEULENT DES CHANGEMENTS

DE CARACTERE PROGRESSISTE, MILITAIRES ET CIVILES, CE QUI PEUT ETRE OBTENU GRACE A UN PACTE NATIONAL DEMOCRATIQUE », la conclusion étant que « SI LA JUNTE MILITAIRE CONSTITUE UNE TRANSITION VERS LE TYPE DE GOUVERNEMENT DONT LE PAYS A BESOIN, ALORS ON AURA FAIT UN PAS EN AVANT ».

Que les grèves cessent, que les ouvriers aillent en prison, que se généralise l'« antiquérilla » dans les usines, les quartiers populaires, les campagnes : le PC se console et regarde. Au Portugal les généraux et les colonels « progressistes » lui convenaient, en Argentine même les sbires en habit de généraux et d'amiraux lui conviennent, car — que soient louées les voies mystérieuses et providentielles de l'Histoire — « LE CHEMIN DE L'ARGENTINE VERS SA GRANDEUR NATIONALE SUIT UN CHEMIN EN ZIGZAG, MAIS CELA NE DOIT PAS EMPECHER DE COMPRENDRE qu'en dépit d'une situation apparemment chaotique (! ! !), on a fait des pas irréversibles. L'idée de justice sociale a fait son chemin. On prend conscience qu'IL FAUT ACCROITRE LE MARCHÉ INTERIEUR ET DONNER DE NOUVEAUX HORIZONS AU MARCHÉ EXTERIEUR. L'IDEE DE DEVELOPPEMENT, DANS L'INDEPENDANCE ET DANS LE RESPECT DE LA SOUVERAINETE, SE MANIFESTE AVEC DE PLUS EN PLUS DE FORCE » !

« Justice sociale », accroissement du marché intérieur et extérieur, « développement », « indépendance », « respect de la souveraineté » : l'opportunisme peut donc être à la fois l'héritier du péronisme (et, au fond, du fascisme mussolinien et de l'hitlérisme, qui demandaient les mêmes choses) et le compagnon de route même seulement officieux de Videla et consorts, et reprendre ainsi en Argentine le refrain qu'il chante dans le monde entier frappé par la crise, le refrain de l'ordre social capitaliste et de ses porte-paroles officiels.

Comme nous le disions dans notre numéro 212 :

« Parce qu'il subit plus que d'autres les secousses et l'écllosion des formidables antagonismes de classe qui déchirent cette société d'exploitation, et que la démocratie est

ainsi contrainte de laisser tomber les voiles d'hypocrisie et de mensonge qui couvrent les mailles de fer de la dictature bourgeoise, le fragile capitalisme argentin annonce le cours du capitalisme et de la démocratie à l'échelle internationale, un cours que la maturité du capitalisme développé accentuera dans ses traits saillants. Aujourd'hui l'Argentine donne un signal d'alarme pour le prolétariat mondial, prévient son avant-garde qui doit préparer les affrontements gigantesques de demain que la préparation de la révolution n'est possible que si on a rompu, aussi bien sur les principes, le programme et la tactique avec la démocratie et ses laquais opportunistes. »

Les événements d'Argentine confirment le rôle irrévocablement contre-révolutionnaire des laquais opportunistes de la démocratie enlevée depuis peu, quel que soit l'habit extérieur que leur maître revêt et indépendamment du fait que les capitalistes avancés n'ont même pas besoin, du moins pour l'instant, de « changer de régime » pour être toujours plus bardés d'acier.

### presse internationale

Voici le sommaire du numéro 7 (2 avril 1976) de :

### il programma comunista

- Argentina : Dal regime democratico-costituzionale a quello militar-poliziesco [o viceversa].
- « Riesplode la grande inflazione » : Risponda la grande lotta di classe.
- In margine allo sciopero del 25 marzo.
- Viva gli operai della Matisa !
- Sovraproduzione e ristrutturazione.
- Un convegno di onesti ruffiani.
- Fine ultimo e rapporti fra partito, stato, sindacati, consigli nella dittatura del proletariato.
- Gli operai spagnoli all'avanguardia.
- L'economia russa alla scadenza del XXV Congresso.
- Nostri interventi : allo sciopero del 25 marzo ; in Francia ; i ferrovieri e i consigli delegati.
- Note varie.

### PRENSA EN LENGUA ESPAÑOLA

#### PARTIDO Y CLASE

Sumario :

- Tesis sobre el papel del partido comunista - 1920
- Partido y clase - 1921
- Partido y acción de clase - 1921
- El principio democrático - 1922
- Dictadura proletaria y partido de clase - 1951
- La inversión de la praxis - 1951
- Partido revolucionario y acción económica - 1951
- El ejemplar : 8 F.

# But final du mouvement communiste et rapports entre Parti, État, syndicats et conseils d'usine au cours de la dictature prolétarienne (1)

C'est par une formule simple et justifiée par les besoins de la propagande que l'on a toujours défini le socialisme comme l'abolition de la propriété privée, en précisant : des moyens de production, puis : et des moyens d'échanges.

Même si cette formule n'est pas complète ni absolument adéquate, elle n'est pas à rejeter. Mais les questions essentielles, anciennes ou récentes, concernant la propriété personnelle, collective, nationale et sociale rendent nécessaire d'élucider le problème de la propriété face à l'antithèse théorique historique et de lutte qui oppose le socialisme au capitalisme. [...]

Capitalisme et propriété ne coïncident pas. Différentes formes économique-sociales qui ont précédé le capitalisme avaient des institutions particulières de la propriété. [...]

La naissance de l'économie capitaliste se présente, dans ses effets sur les rapports de propriété, non comme une instauration, mais comme une très large abolition de droits de propriété privée. On ne doit pas s'étonner de cette thèse, qui n'a rien de nouveau puisqu'elle est absolument conforme, en substance et dans la forme, à l'exposé de Marx. [...]

L'avènement du capitalisme a le caractère d'une destruction des droits de propriété pour la classe nombreuse des petits producteurs

Les extraits suivants de notre travail de parti *Propriété et Capital* (1) abordent et restaurent sur le plan de la doctrine marxiste les caractères propres et essentiels non seulement de la société féodale et du mode de production capitaliste qui lui a succédé, mais aussi ceux du socialisme, qui est leur dépassement historique et matériellement déterminé.

Ils rappellent que la conquête fondamentale du capitalisme, le caractère social de la production, est le résultat de l'expropriation du producteur individuel, qui a pour conséquence la séparation entre le producteur et le produit d'un travail toujours plus socialisé ; que la propriété juridique des moyens de production — qu'elle soit celle d'une personne, d'une entreprise ou de l'État — n'est que la traduction sur le terrain du droit de cette séparation, l'ouvrier recevant un salaire comme prix de sa force de travail ; que la production et l'accumulation sociales sont réalisées par chaque entreprise dans la société bourgeoise, au sein de l'anarchie des échanges mercantiles ; et ils concluent en montrant que le but final — non librement choisi mais inexorablement déterminé — du mouvement communiste ne peut être un retour utopique et réactionnaire à la production artisanale, qui détruirait l'acquis révolutionnaire du capitalisme, ni la seule expropriation juridique du propriétaire individuel de capital qui laisserait sur pied ce qui constitue l'essence même du

artisans et aussi dans une large mesure et surtout dans certains pays, pour les paysans propriétaires et exploitants de leur sol.

L'histoire de la naissance du capitalisme et de l'accumulation primitive est celle de l'expropriation féroce et inhumaine des producteurs qui est relatée dans les pages les plus puissantes du *Capital*.

eux). Le caractère distinctif est donc ailleurs, c'est un caractère négatif et par conséquent destructeur et révolutionnaire. Il réside en ce que les travailleurs se sont vus retirer la possibilité de posséder pour leur propre compte les matières premières et les instruments de travail, et donc de rester possesseurs de ce qu'ils ont produit grâce à leur travail, avec liberté de le consommer ou de le vendre, indifféremment. Nous reconnaissons donc l'existence d'une première forme d'économie capitaliste là où nous constaterons qu'il existe une masse de producteurs artisanaux qui n'ont plus la possibilité de se procurer matières premières et instruments, et, comme condition complémentaire, que des moyens d'achat sont réunis en grande quantité dans les mains de nouveaux éléments, les capitalistes, ce qui leur permet, d'une part, d'accaparer les matières premières et les instruments de travail et, d'autre part, d'acheter la force de travail des artisans devenus salariés et de

rester ainsi les possesseurs et les propriétaires absolus de tout le produit du travail. [...]

Le capitalisme chez Marx — car nous ne faisons qu'exposer la doctrine telle qu'elle a toujours été proclamée — ne s'instaure pas seulement par une expropriation, mais fonde une économie et donc un type de propriété sociale. On pouvait parler de propriété personnelle au sens classique quand tous les actes productifs et économiques étaient réunis sous le titre d'un seul particulier ; mais quand le travail devient fonction collective, de nombreux producteurs associés (ce qui est un caractère fondamental et indispensable du capitalisme), la propriété de la nouvelle entreprise est un fait de portée et d'ordre social, même si les titres juridiques ne mentionnent qu'une seule personne. [...]

Nous devons [...] voir clairement quels sont les traits distinctifs, les traits caractéristiques de l'économie capitaliste, sinon nous

ne pourrions pas suivre d'une manière sûre le processus de son évolution, ni juger des caractères de son dépassement.

En ce qui concerne l'évolution des rapports de propriété, et tout en restant pour l'instant sur le terrain du droit de propriété des biens mobiliers (nous nous occuperons ensuite de la propriété du sol et des biens immobiliers), les caractéristiques essentielles et nécessaires du capitalisme sont les suivantes :

1) L'existence d'une économie de marché, qui fait que les travailleurs doivent ACHETER tous leurs moyens de subsistance.

2) L'impossibilité pour les travailleurs de s'approprier et de porter directement sur le marché les biens meubles constitués par les produits de leur travail, c'est-à-dire que le travailleur n'a aucun droit de propriété personnelle sur le produit.

3) L'attribution de moyens d'achat et plus généralement de biens et services aux travailleurs dans une mesure inférieure à la valeur ajoutée par eux aux produits, et l'investissement d'une grande partie de la marge qui en résulte dans de nouvelles installations (accumulation).

Sur la base de ces critères fondamentaux, il nous faut chercher si un titre personnel de propriété sur la fabrique et les installations productives est indispensable à l'existence du capitalisme ; si une économie purement capitaliste ne peut pas exister sans une telle propriété ; et même s'il ne convient pas au capitalisme, dans certaines phases, de la dissimuler sous d'autres formes. [...]

(A suivre.)

(1) Publié entre 1948 et 1952 dans notre revue théorique de l'époque, *Prometeo*, série I, n° 10 à 14, série II, n° 1 et 4.

## Caractéristiques technico-organisatives de la production capitaliste

Le dernier chapitre du Livre I présente, comme d'ailleurs d'autres écrits fondamentaux du marxisme, le renversement futur du capitalisme comme l'expropriation des expropriateurs d'alors et même, mais nous reviendrons plus loin sur ce dernier point, comme une revendication de cette « propriété » détruite et piétinée. [...]

A l'époque moderne, le capitalisme se présente à nous comme ce complexe formidable d'installations, de constructions, de travaux, de machines, dont la technique a recouvert le sol des pays les plus avancés : c'est pourquoi définir le système capitaliste comme celui de la propriété et du monopole de ces moyens colossaux de la production moderne semble aller de soi, alors que ce n'est exact qu'en partie.

Les conditions techniques de la nouvelle économie résident dans de nouveaux procédés basés sur la différenciation des opérations productives et la division du travail. Mais auparavant, il y a eu dans l'histoire un phénomène plus simple : c'est le rapprochement et la réunion dans un même lieu de travail d'un grand nombre de travailleurs qui continuaient à travailler selon la même technique et avec les mêmes outils simples que lorsqu'ils étaient isolés et autonomes.

Le caractère vraiment distinctif de l'innovation ne réside donc pas dans l'apparition d'un possesseur ou d'un conquérant de nouveaux moyens ou de grandes machines supplantant la production artisanale traditionnelle parce qu'ils ren-

dent la fabrication plus facile. Ces grandes installations ne viennent qu'après car dans la coopération simple, comme l'appelle Marx, c'est-à-dire le regroupement de nombreux ouvriers, il suffit de disposer d'un local même primitif qui peut facilement être loué par le « patron » (dans le « sweating system » ou travail à domicile, les travailleurs restent même chez

les fabrications plus faciles. Ces grandes installations ne viennent qu'après car dans la coopération simple, comme l'appelle Marx, c'est-à-dire le regroupement de nombreux ouvriers, il suffit de disposer d'un local même primitif qui peut facilement être loué par le « patron » (dans le « sweating system » ou travail à domicile, les travailleurs restent même chez

En effet, alors même que les journaux bourgeois de droite et de gauche clament que le chômage commence à baisser aux Etats-Unis et en Allemagne (une partie des « chômeurs complets » n'étant d'ailleurs supprimée que sur le papier, grâce à divers artifices statistiques), leurs titres laissent de côté le développement, d'une part du *chômage partiel* (qui a, lui, augmenté en Allemagne le mois dernier, *Le Monde* du 4/5-4-76) ; d'autre part, de toutes ces conditions d'embauche qui contribuent à la misère et à l'insécurité de la classe ouvrière, toutes ces formes de contrats temporaires, de travail à temps partiel, de remplacement de travailleurs permanents bénéficiant de certaines « garanties statutaires », comme dit Krasucki (garanties bien maigres au demeurant, et de plus consenties au profit d'une aristocratie ouvrière) par des intérimaires, des travailleurs « à contrat limité » ou « chargés de missions temporaires » (!).

On trouve ainsi dans le même atelier ou le même bureau trois, quatre, cinq catégories ayant, pour un travail égal, un salaire ou des « avantages » inégaux. Dans les grands magasins, plus de 30 % des employés ou vendeurs sont des « auxiliaires » faisant toute l'année le même travail que les autres, sans garantie d'emploi, ni indemnité de licenciement. Le chiffre d'affaires des agences d'intérimaires a quadruplé en France entre 1968 et 1972. Leur activité, à peu près identique à celle des « marchands d'hommes » de 1848, a été « régularisée » par la loi du 3 janvier 1972. L'Etat employeur multiplie les contrats temporaires pour tourner son propre statut de la Fonction publique et fait fonctionner des « fonds régionaux pour l'emploi » en province comme des agences publiques d'intérimaires.

Et qui sont, en majorité, ces travailleurs « auxiliaires » ? Les jeunes, les femmes, les étrangers et les travailleurs des colonies exploitées par l'impérialisme français. Loin de « revenir sur ses pas », le capitalisme poursuit ainsi ses buts permanents : la baisse des salaires, l'instauration d'une guerre entre les travailleurs par toutes les formes de la concurrence, la mobilité de la main-d'œuvre, bref, la misère, l'insécurité et l'impuissance pour les travailleurs s'ils ne répondent pas sur le terrain de leur force de classe, malgré les barrières catégorielles dans lesquelles on s'efforce de les contenir.

C'est là aussi que l'ensemble de la classe ouvrière (classe internationale de fait, armée de réserve criant famine inséparable d'une armée

active surexploitée et condamnée aux heures supplémentaires) récolte les fruits amers de la politique de collaboration de classe de directions syndicales qui (Krasucki en tête) ont, comme l'Internationale le disait des réformistes de 1919 « remplacé le terrain de la lutte économique par un programme de transactions amiables avec les capitalistes ». Alors qu'il faudrait lutter à l'échelle locale et générale pour des *conditions de travail et de luttes égales pour tous*, Messieurs les gérants loyaux du capital, passés les mouvements oratoires, ne trouvent rien de mieux à avancer que... la bonne vieille solution malthusienne : ne pas engager de contractuels, protéger l'emploi local contre les intrus, comme l'emploi français contre les immigrés, permettre (sic !) aux auxiliaires de passer des concours de recrutement (c'est-à-dire de se laver à leurs frais du péché de l'auxiliariat !) avant de ne plus engager que des titulaires... Le vieux rêve de suppression du problème de tout petit-bourgeois espérant un capitalisme sans contradiction, qui ne résiste d'ailleurs pas à l'épreuve du pouvoir : c'est en 45-46 au temps des ministres communistes, que le nombre des non-titulaires parmi les agents civils de l'Etat a atteint son maximum (34 %) (*Problèmes économiques*, n° 1368). Non seulement les opportunistes laissent isolées les luttes des auxiliaires, des intérimaires et des hors statut, mais ils opposent à leur syndicalisation des barrières légalistes et bureaucratiques, isolent encore plus ces éléments souvent combattifs des travailleurs moins menacés qu'ils poussent eux, vers une défense illusoire et impuissante de leurs maigres privilèges catégoriels, en répandant parmi eux les pires préjugés bourgeois (sur la « carrière », la qualification, etc.) aptes à les couper de leurs frères de classe.

Avec des forces inégales, les vacataires de l'INSEE de l'informatique, les maîtres-auxiliaires de l'enseignement, les auxiliaires de la poste, des banques sont entrés en lutte, ont pu arracher quelques miettes et réveiller un moment les réflexes de solidarité de quelques titulaires. C'est dans cette voie que la lutte doit reprendre, en tendant toujours à obtenir la plus large unité pour la lutte des titulaires et des auxiliaires, non comme un préalable, mais comme une exigence permanente qui ne peut prendre corps que dans une action, et que les travailleurs favorisent en avançant ces mots d'ordre conformes à leurs besoins d'ensemble :

- le même statut pour tous, et notamment : pas de contrat à durée déterminée ; titularisation immédiate et sans condition des auxiliaires, contractuels, vacataires, etc. ; embauche immédiate des travailleurs intérimaires et itinérants ; extension à tous les ouvriers des droits des mensuels, etc. ;
- à travail égal, salaire égal ;
- liberté de circulation et égalité des droits pour les immigrés, aucune discrimination de salaire et de statut entre hommes et femmes, adultes et jeunes, etc. ;
- bref, contre toutes les discriminations, par lesquelles le capital tente de diviser les prolétaires !

A bas la soumission aux exigences du capital et de ses gouvernements, qu'ils soient « rétro » ou « avancés » !

## Pour la défense des travailleurs « hors statut » !

« Non à la mode rétro », non à l'« affreux saut en arrière qui nous ramène au XIX<sup>e</sup> siècle » : c'est ainsi que Krasucki, dirigeant de la CGT, a exprimé dans l'*Humanité* du 5 avril une débordante indignation devant les plans « patronaux et gouvernementaux » de « généralisation des contrats à durée déterminée » et du « scandaleux système de l'auxiliariat qui prive des centaines de milliers de travailleurs de toute protection statutaire », et devant le dernier produit de cet ordre, le « contrat emploi-formation » proposé aux jeunes qui permettrait aux patrons — pour cette fois Krasucki a raison — de « faire produire des jeunes un certain temps pour presque rien, aux frais de l'Etat, puis de les rejeter comme bon leur semble ».

En effet, alors même que les journaux bourgeois de droite et de gauche clament que le chômage commence à baisser aux Etats-Unis et en Allemagne (une partie des « chômeurs complets » n'étant d'ailleurs supprimée que sur le papier, grâce à divers artifices statistiques), leurs titres laissent de côté le développement, d'une part du *chômage partiel* (qui a, lui, augmenté en Allemagne le mois dernier, *Le Monde* du 4/5-4-76) ; d'autre part, de toutes ces conditions d'embauche qui contribuent à la misère et à l'insécurité de la classe ouvrière, toutes ces formes de contrats temporaires, de travail à temps partiel, de remplacement de travailleurs permanents bénéficiant de certaines « garanties statutaires », comme dit Krasucki (garanties bien maigres au demeurant, et de plus consenties au profit d'une aristocratie ouvrière) par des intérimaires, des travailleurs « à contrat limité » ou « chargés de missions temporaires » (!).

On trouve ainsi dans le même atelier ou le même bureau trois, quatre, cinq catégories ayant, pour un travail égal, un salaire ou des « avantages » inégaux. Dans les grands magasins, plus de 30 % des employés ou vendeurs sont des « auxiliaires » faisant toute l'année le même travail que les autres, sans garantie d'emploi, ni indemnité de licenciement. Le chiffre d'affaires des agences d'intérimaires a quadruplé en France entre 1968 et 1972. Leur activité, à peu près identique à celle des « marchands d'hommes » de 1848, a été « régularisée » par la loi du 3 janvier 1972. L'Etat employeur multiplie les contrats temporaires pour tourner son propre statut de la Fonction publique et fait fonctionner des « fonds régionaux pour l'emploi » en province comme des agences publiques d'intérimaires.

Et qui sont, en majorité, ces travailleurs « auxiliaires » ? Les jeunes, les femmes, les étrangers et les travailleurs des colonies exploitées par l'impérialisme français. Loin de « revenir sur ses pas », le capitalisme poursuit ainsi ses buts permanents : la baisse des salaires, l'instauration d'une guerre entre les travailleurs par toutes les formes de la concurrence, la mobilité de la main-d'œuvre, bref, la misère, l'insécurité et l'impuissance pour les travailleurs s'ils ne répondent pas sur le terrain de leur force de classe, malgré les barrières catégorielles dans lesquelles on s'efforce de les contenir.

C'est là aussi que l'ensemble de la classe ouvrière (classe internationale de fait, armée de réserve criant famine inséparable d'une armée

Presse Internationale

Communist Program

n° 2 a paru. Au sommaire :  
PARTY AND CLASS

Lisez et diffusez

EL PROGRAMA COMUNISTA

\*  
PROGRAMME  
COMMUNISTE

## Interventions du Parti

### Grève à la General Motors (Strasbourg)

Début mars, une grève éclatait à la GENERAL MOTORS à Strasbourg, pour le chevauchement d'une demi-heure des équipes, la diminution des cadences, une augmentation uniforme de 250 F pour tous et le paiement intégral des jours de grève. Le 14 mars, notre section locale a adressé la lettre suivante aux grévistes :

« La section de Strasbourg du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL salue fraternellement votre lutte et se réjouit de vous voir utiliser des méthodes de LUTTE DE CLASSE qui seules sont efficaces : grève sans préavis et sans limitation préalable de durée, occupation, etc. En effet il est inutile d'aller pleurnicher chez les patrons pour négocier ; c'est par la force, par la lutte ouverte et frontale qu'on peut l'obliger à satisfaire les revendications.

« Le PCI soutient donc intégralement vos revendications et fera tout pour faire connaître et renforcer votre lutte.

« C'est dans ce but que nous vous apportons aussi notre soutien financier : 350 F (qui se décomposent comme suit : 200 F de souscription de la section locale du PCI et 150 F comme produit d'une première collecte).

« Nous espérons que ce soutien financier, si modeste soit-il, vous permettra de renforcer et d'étendre votre lutte. Nous estimons qu'il est important de reprendre dans les grèves la tradition prolétarienne des CAISSES DE GREVE et nous vous mettons en garde contre la pratique qui consiste à bloquer l'argent des collectes sur un compte bancaire jusqu'à la fin de la grève. C'est le meilleur moyen d'empêcher la grève de durer et d'être efficace. Il faut que cet argent serve immédiatement pour mener la lutte à la victoire.

« Vous avez, camarades, de G.M., une responsabilité envers vos camarades des autres usines. Votre lutte est suivie et influence les luttes à venir dans la région. Vous devez vaincre car votre victoire sera aussi un encouragement à lutter pour les autres travailleurs. VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE GENERAL MOTORS ! VIVE L'UNION COMBATTANTE DES PROLETAIRES ! VIVE LA SOLIDARITE PROLETAIRE ! »

Le 24 mars, nos camarades diffusaient un tract appelant à la solidarité avec les grévistes de cette usine, à l'occasion d'un meeting de « solidarité » GCT-CFDT qui y avaient appelé en diffusant... 500 tracts ! Notre tract critique la manière dont la grève a été conduite par les directions CGT-FDT. On peut y lire notamment :

« Dans cette lutte, les directions syndicales CGT-CFDT, qui prétendent représenter les intérêts des travailleurs, se sont montrées prêtes à engager les négociations :

— en acceptant les préalables inadmissibles exigés par la direction (levée de l'occupation ; mais lundi les grévistes ne se sont pas laissés prendre ; ils ont réoccupé ; il ne faut pas renoncer à ce moyen de pression),  
— en abandonnant certaines revendications et en reculant d'emblée sur d'autres.

« De plus elles veulent à tout prix contrôler le mouvement, s'opposent à la constitution d'un comité de grève regroupant les travailleurs les plus combattifs, syndiqués ou non. Elles refusent d'associer l'ensemble des travailleurs à la conduite de la lutte à travers des assemblées générales régulières. Elles empêchent l'organisation d'une solidarité active et efficace grâce à un comité de soutien.

« L'intersyndicale prétend justifier ces reculades au nom d'une démobilisation dont elle est en fait elle-même responsable.

« C'est qu'en réalité les directions syndicales opportunistes abandonnent les exigences des prolétaires au bon fonctionnement de la production et à la défense de « l'intérêt national », c'est-à-dire aux nécessités du capital. C'est une conséquence logique de leurs perspectives électoralistes et réformistes. »

Le tract appelle ensuite à renouer avec les méthodes de la lutte collective et directe et la solidarité prolétarienne.

Le travail a repris le 26 avec de maigres concessions patronales. Mais la veille au soir on sentait, disent nos camarades, « un énervelement chez les plus jeunes ouvriers et même parmi certains délégués CFDT ».

## Solidarité de classe avec les travailleurs antillais, guyannais et réunionnais !

Le tract suivant a été diffusé à l'adresse des travailleurs des PTT pour souligner l'exigence de la solidarité envers une catégorie particulièrement exploitée et opprimée. A la manifestation du 8, où avaient été appelés les seuls travailleurs des DOM, ces derniers étaient 300, fortement encadrés par un service d'ordre des syndicats, qui donnèrent l'ordre de dispersion... devant les cars de CRS !

Le jeudi 8 avril, les fédérations parisiennes CGT et CFDT appellent les travailleurs des PTT originaires des Départements d'Outre-Mer (DOM) à une journée d'« action » dont le « sommet » sera la remise de pétitions par des délégations « responsables » à Chirac.

### TRAVAILLEURS, CAMARADES,

Dans les PTT, environ 12.000 travailleurs sont originaires des DOM et la majorité d'entre eux occupent des emplois de préposés (5.000), auxiliaires (3.500), manutentionnaires, ouvriers d'Etat, c'est-à-dire les emplois les moins rémunérés. Contraints de vivre à des milliers de kilomètres de chez eux, leur seule possibilité de retour est un congé cumulé tous les trois ans, ce qui les empêche de prendre pendant deux ans consécutifs leurs congés annuels, au même titre que leurs camarades de la métropole.

Le chômage généralisé, l'insécurité permanente, les bas salaires, la vie chère maintenus et aggravés par la pression colonialiste de la bourgeoisie française et de son Etat, obligent un grand nombre de travailleurs des DOM-TOM à s'expatrier vers la métropole impérialiste pour pouvoir assurer leur survie et celle de leurs familles.

En France, comme tous les camarades immigrés, ils comptent parmi les prolétaires qui subissent le plus lourdement le poids de l'exploitation capitaliste. Victimes des marchands de sommeil, du terrorisme patronal, du racisme des petits (et des grands) chefs, tributaires des plus bas salaires et de conditions de vie lamentables dans le secteur privé ou nationalisé, ils ne peuvent espérer un sort meilleur que « enviable » dans le secteur public, si ce n'est une illusoire sécurité de l'emploi et quelques miettes dérisoires que l'Etat-patron jette par intermittence aux travailleurs de la fonction publique.

### PROLETAIRES, CAMARADES,

Pour mieux résister à l'exploitation et à l'oppression renforcées dont ils sont victimes, nos camarades originaires des DOM ont besoin de la solidarité active de tous les travailleurs de la métropole, et de la pression que peut exercer l'action collective directe de l'ensemble de la classe, dans leur lutte contre la bourgeoisie française et son Etat.

Malheureusement les directions syndicales sont insensibles à ces exigences. Elles appellent bien les travailleurs des TOM-DOM à défendre

## Vive la lutte des ouvriers de MATISA !

La grève des ouvriers de MATISA a eu un très grand retentissement en Suisse, et elle le méritait.

Après 60 licenciements il y a six mois et une réduction d'horaire de 20 %, la direction frappe à nouveau fin février en mettant 43 travailleurs à la rue. Les rencontres entre patronat et syndicats ne donnent évidemment rien, mais les ouvriers décident de passer à l'action directe contre les licenciements, pour les salaires, malgré les injonctions de la FTMH qui « estime que le meilleur moyen de faire triompher les revendications, c'est de rester dans le cadre de la politique conventionnelle » et que « tout autre forme de lutte ne peut que nuire à l'action engagée ». Quant à la FCOM, elle fera semblant de suivre le mouvement mais sans réussir à tromper personne.

Les ouvriers ont élu un comité de grève chargé de diriger la lutte en dépit des manœuvres des bureaucraties syndicales et le comité de grève a réussi à contrôler le comité de soutien qui s'est formé, un comité ouvert à tous les travailleurs et à toutes les organisations du lieu. Et la discipline du comité de soutien envers le comité de grève n'a pas été formelle : il a fait un excellent travail d'appel à la solidarité dans toutes les usines de la région et aidé à organiser des manifestations de soutien auxquelles ont participé de nombreux travailleurs, comme la manifestation du 11 mars qui rassemblait 1.500 personnes.

Tout cela n'a pas empêché les bureaucraties syndicales de négocier avec la direction et le syndicat patronal un accord prévoyant... la reprise du travail sans qu'aucune revendication soit satisfaite. Le comité de grève a dû démentir les bruits de reprise mensongèrement lancés par toute la presse locale et au cours de l'assemblée qui suit, le 15, les ouvriers décident à l'unanimité moins 7 voix contre et 3 abstentions de poursuivre la grève.

Le surlendemain, les grévistes reçoivent des lettres de menace de licenciement qu'ils renvoient collectivement à l'expéditeur tandis que l'organisation fédérale de la FTMH annonce, une semaine et demie après le début de la lutte son « soutien moral et matériel » à la grève. Mais c'est évidemment pour mieux la saboter puisqu'elle exige « une

reprise immédiate des négociations afin que la grève prenne fin le plus vite possible ».

Le 22, l'Office de conciliation propose un accord contenant quelques miettes et surtout des phrases creuses pour tenter de diviser les travailleurs. Les grévistes refusent encore tandis que la direction porte plainte le 23 contre les grévistes qui bloquent le trafic des pièces de rechange et empêchent les jaunes d'aller travailler.

Le 24, c'est un tournant dans la lutte qui commence avec une nouvelle proposition de l'Office de conciliation qui propose un nouvel accord, évidemment à cent lieues des revendications des grévistes, mais qui sert de prétexte à la FTMH pour lancer une campagne de démoralisation des grévistes en annonçant tout simplement que « les caisses sont vides » ! Le vote donne 81 non et 67 oui.

Avec une telle division, il devient impossible de poursuivre la lutte comme avant et on décide, à l'unanimité moins deux voix, de reprendre le travail tout en préparant la relance de la grève si les négociations n'aboutissent pas. Le travail reprend donc le 25, la direction retire sa plainte, mais la FTMH et la FCOM, qui font miroiter la reprise éventuelle de la grève en cas d'échec des négociations, insistent sur le fait qu'elles « ne soutiendront pas les arrêts de travail ou d'autres moyens de lutte décidés sans leur accord ».

Le samedi 27, à Lausanne, a lieu une manifestation de soutien rassemblant 2.000 personnes, puis une assemblée des commissions ouvrières de la région convoquée par le comité de grève où les bonzes syndicaux mettent en garde les ouvriers contre une reprise de l'action directe. Il ne faudra pas s'étonner par conséquent si l'accord proposé, qui marque un progrès par rapport aux précédents accords mais reste considérablement éloigné des revendications du mouvement (vague promesse de reclassement et de ne pas sanctionner les grévistes, mais rien sur le pouvoir d'achat ni sur le paiement des jours de grève... sauf par des heures supplémentaires !), est finalement accepté par 137 voix contre 33 et 41 bulletins blancs (il faut dire que les jaunes votaient aussi !).

Aussi minimes qu'aient été les résultats, la grève n'aura pas été

vaine. Par le caractère compact de son mouvement, par la direction énergique et centralisée qui lui a été imprimée par le Comité de grève, par le plein accord réalisé entre les ouvriers des différentes nationalités, elle est déjà un exemple magnifique.

Elle a non seulement démontré que même le minimum ne peut être acquis sans la lutte la plus résolue, elle a aussi fait preuve d'une admirable fermeté face à l'intransigence patronale et à l'action de sabotage des bureaucraties syndicales. Elle a été, ne serait-ce que de façon temporaire, une brèche d'espoir dans l'ignoble paix du travail régnant dans la confédération helvétique depuis près de quarante ans.

Les résultats économiques de la lutte sont maigres. Mais les liens de solidarité, qui sont nés ne doivent pas mourir, les étincelles de la lutte de classe qui ont éclairé ces semaines ne doivent pas s'éteindre, afin de faire des prochaines luttes des batailles plus magnifiques encore. Tel est le sens dans lequel doivent œuvrer tous les prolétaires qui ont tiré les leçons de cette épisode de la lutte ouvrière.

\*

Nous sommes conscients du fait que ce compte rendu est insuffisant pour bien suivre les développements d'une lutte pleine d'enseignements. Nos camarades suisses se proposent de publier pour le 1<sup>er</sup> mai un bilan plus complet de la grève dans un supplément pour la Suisse du Proletaire. Nous ne pouvons qu'inviter les sections et tous les lecteurs qui désireraient se le procurer de passer commande au journal.

### LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85  
Montchoisy  
LAUSANNE 19

\*

Lisez et diffusez les SUPPLEMENTS au PROLETAIRE pour la SUISSE !

Le prochain (numéro 6) paraît à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai.

### permanences du parti

#### EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le dimanche 2 mai, de 10 h à 12 h, local de l'A.S.B.L. — Club, « Rencontres au 53 », 53, avenue de la Couronne, 1050-Bruxelles.

#### EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : stand à la faculté de Lettres les mercredis 21 avril et 5 mai de 14 h à 17 h.

• A Amiens : le dimanche 16 mai de 10 h à 12 h, café « La Rotonde », place R.-Goblet.

• A Lille : les dimanches 25 avril et 9 mai de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.

• A Lyon : brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, le 1<sup>er</sup> mai de 18 h à 19 h.

• A Marseille : la permanence est provisoirement fermée. Pour prendre contact, écrivez à F. Gambini, B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1.

• A Mulhouse : le premier samedi de chaque mois, de 15 h à 17 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.

• A Paris : 20, rue Jean Bouton (12<sup>e</sup>) le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Strasbourg : le samedi de 14 h à 16 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 52926

leurs revendications, mais elles n'ont fait aucune agitation parmi les travailleurs français. Elles appellent nos camarades à lutter seuls, et les privent ainsi de la force de tout le prolétariat face à un ennemi sans pitié qui n'a jamais rien cédé que sur le terrain de la force.

Elles ne peuvent alors donner d'autre perspective que de canaliser le mécontentement dans d'inoffensives pétitions et d'impuissantes délégations, dans des actions sans lendemain, elles sont conduites à vider les revendications de tout contenu réel. C'est ainsi que ces « défenseurs de la classe ouvrière » proposent sans honte pour les travailleurs des DOM un congé cumulé tous les deux ans avec voyage payé et — maigre compensation — dix jours de congé annuel hors cumul. Qu'importe donc pour eux qu'une partie des travailleurs n'aient droit à des congés « normaux » et à voir leurs femmes et leurs enfants qu'une fois tous les deux ans !

Mais peut-on attendre que ces directions dépendent plus nos camarades des DOM qu'ils ne le font pour les autres travailleurs, alors que la « lutte ne doit pas gêner le service public » et que la grève n'est conçue que comme intermédiaire entre les négociations ? Peut-on surtout attendre qu'elles dépendent les travailleurs des DOM-TOM alors qu'elles se font complices de la double oppression dont ils sont l'objet de la part de l'impérialisme français, en refusant pour ces pays le droit inconditionnel à l'autodétermination, et en prévoyant avec les partis de gauche un statut « dans le cadre de la République française » entravant ainsi l'union des travailleurs par-dessus les frontières ?

### PROLETAIRES, CAMARADES,

Pour aider nos frères des colonies, pour l'union combattante des prolétaires contre l'opresseur commun, il est indispensable d'épauler la lutte des travailleurs des TOM-DOM contre l'Etat français ; il faut aussi en particulier exercer une pression collective dans les syndicats pour imposer les revendications communes à tous les travailleurs :

— 2.000 F minimum et 300 F d'augmentation pour tous ;

— semaine de 35 heures maximum à salaire égal ;

— réduction de la charge de travail ;

— titularisation immédiate des auxiliaires ;

ainsi que les revendications spécifiques aux camarades des colonies notamment :

— congé annuel avec voyage payé annuel.

GRUPE SYNDICAL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL